Num. 119

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1863

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni Postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Svizzera	»	56	30	16
» Roma (franco ai confini)	»	50	26	14

TORINO, Mercoledì 20 Maggio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	48	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra e Belgio	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA. TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
19 Maggio	736,40	735,52	734,36	+ 20,6	+ 22,4	+ 21,8	+ 14,4	+ 18,3	+ 16,8	+ 13,2	N.E.	E.N.E.	E.N.E.	Pioggia	Annuvolato	Annuvolato

PARTE UFFICIALE

TORINO, 19 MAGGIO 1863

DÉCLARATION

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français ayant donné leur pleine et entière adhésion à l'Arrangement signé à Turin le 4 août 1862, concernant l'Abbaye d'Hautecombe, en Savoie, et dont la teneur suit:

ARRANGEMENT

relatif à l'Etablissement religieux d'Hautecombe, en Savoie.

Les soussignés:

Baron Joseph Jacquemoud, Sénateur du Royaume d'Italie, Conseiller d'Etat, Grand Officier et membre du Conseil de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., assisté du Chevalier Jean Rebaudengo, Secrétaire Général du Ministère de la Maison de Sa Majesté Victor-Emmanuel II Roi d'Italie, Commandeur de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, etc., etc., d'une part;

Chevalier Joseph Budin, Receveur Général des Finances de la Savoie, en mission du Gouvernement Français à Turin, Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., d'autre part;

Chargés de donner une exécution pratique aux intelligences concertées entre leurs Gouvernements respectifs, relativement à l'Etablissement religieux d'Hautecombe en Savoie, aux termes des délégations spéciales qu'ils ont reçues, savoir:

Messieurs Jacquemoud et Rebaudengo, par lettre de S. Exc. monsieur le comte Nigra, Ministre de la Maison de Sa Majesté Victor-Emmanuel II Roi d'Italie, sous date du 26 juillet dernier;

Et monsieur Budin, par lettre de S. Exc. monsieur le Ministre des Finances de Sa Majesté Napoléon III, Empereur des Français, sous date du 7 juin dernier;

Après avoir pris connaissance:

1. Du Traité du 24 mars 1860 portant cession à la France de la Savoie et de l'arrondissement de Nice;

2. Du celui du 23 août même année, et du Protocole réservé du 18 même mois, relatif à l'Etablissement religieux d'Hautecombe;

3. Du Décret Impérial du 20 décembre 1860 qui met fin aux débats qui s'étaient élevés entre la Caisse Ecclésiastique de Turin et la Communauté d'Hautecombe, et qui rétablit celle-ci en possession des biens dont elle jouissait avant la loi du 29 mai 1855;

4. De la Royale Patente de fondation de l'Etablissement religieux d'Hautecombe par le feu Roi Charles-Félix, sous date du 7 août 1826;

5. De toutes les autres pièces se rattachant à cette affaire, notamment de la correspondance diplomatique échangée au sujet d'une rente de dix-mille francs affectée à cette fondation, et dont le paiement est suspendu depuis 1855;

Sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sont maintenues à perpétuité, en faveur du Domaine privé du Roi Victor-Emmanuel II, toutes les dispositions de la dite Patente Royale du 7 août 1826 et celles du Décret Impérial du 20 décembre 1860, en ce qui concerne la destination absolue des biens et revenus de l'Abbaye Royale d'Hautecombe à la fondation créée par le Roi Charles-Félix, à la charge par la Communauté, qui est en possession de cette Abbaye, d'exécuter fidèlement les services religieux et les autres conditions imposées par la dite Patente.

Art. 2. Pour remettre cet Etablissement religieux dans ses conditions premières, S. Exc. monsieur le Ministre de la Maison du Roi lève dès-à-présent le séquestre qui avait été mis sur la rente de dix-mille fr. mentionnée dans la dite Patente Royale.

Art. 3. Les arrérages de cette rente seront payés au procureur délégué par les Religieux de l'Abbaye, à partir du premier juillet 1860, et de six en six mois, aux époques des premier janvier et premier juillet de chaque année. Le service en sera assuré à Chambéry par les soins du Ministre de la Maison du Roi.

Les quatre sémestres échus le premier juillet 1862, s'élevant à vingt-mille francs, seront acquittés en une seule fois, aussitôt après que la presente Convention aura été régularisée.

Il ne sera fait sur ces quatre sémestres aucune retenue à quelque titre que ce soit.

Art. 4. Les arrérages de la dite rente de dix-mille francs retenus par la Caisse Ecclésiastique, depuis le premier juillet 1855 jusqu'au premier juillet 1860, s'élevant à cinquante-mille francs, sont attribués à l'Administration du Domaine privé du Roi, tant en compensation des dépenses qu'elle a déjà faites pour Hautecombe, dès lors jusqu'à ce jour, que pour faire face aux grosses réparations que Sa Majesté le Roi se propose d'y exécuter.

Art. 5. Le Droit de Patronage et de nomination d'un Abbé d'Hautecombe continuera d'être exercé par le Domaine privé du Roi. La nomination de cet Abbé sera soumise à l'*Exequatur* du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Art. 6. La même disposition (quant à l'*Exequatur*) sera observée dans le cas où, les Cisterciens cessant de faire le service d'Hautecombe pour quelque cause que ce soit, Sa Majesté le Roi y appellerait une autre Communauté.

Art. 7. Les membres de la Communauté d'Hautecombe restent placés sous la jurisdiction diocésaine de Monseigneur l'Archevêque de Chambéry.

Art. 8. Le Domaine privé du Roi pourra toujours s'assurer par un ou plusieurs délégués, qui seront préalablement agréés par le Gouvernement Impérial, de l'exécution des volontés de l'Auguste Fondateur. Toutefois, ces délégués n'auront aucune autorité directe, ni sur les Religieux, ni sur le personnel attaché au service de la Communauté.

Art. 9. L'engagement contracté par Sa Majesté l'Empereur des Français dans le Protocole réservé du 18 août 1860, n'est pas applicable aux dépenses de cet Etablissement religieux, qui restent exclusivement à la charge de sa dotation particulière et du Domaine privé du Roi.

En cas de reconstruction de l'Eglise ou du Monastère, ou simplement de grosses réparations, le Domaine privé du Roi devra satisfaire préalablement aux dispositions des lois françaises relatives à la conservation des monuments historiques.

Art. 10 Le présent Arrangement sera régularisé par la voie diplomatique.

Fait à Turin en double original le 4 août 1862.

Signé: JACQUEMOUD.
» REBAUDENGO.
» BUDIN.

Les soussignés, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, d'une part, et Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, d'autre part, déclarent, en vertu de leurs pouvoirs, que leurs Gouvernements respectifs approuvent l'Arrangement ci-dessus.

En foi de quoi les soussignés ont signé en double la présente déclaration, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le dix-neuf février 1863.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.
(L. S.) » DROUYN DE LHUYS.

Pour copie conforme à l'original
Turin, 25 février 1863.

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères
VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 1248 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 3 della legge consolare del 15 agosto 1858, e gli articoli 1 e 2 del regolamento approvato con Regio Decreto 16 febbraio 1859;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

È eretto un Nostro Consolato alla residenza di Paramaribo (Guyana Olandese) con giurisdizione in tutto il territorio della Guyana Olandese.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 3 maggio 1863.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 1249 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 3 della legge consolare 15 agosto 1858;

Visto gli articoli 1 e 2 del Regolamento approvato col R. Decreto 16 febbraio 1859;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

È istituito un Nostro Consolato nella città di Rescht (Persia) con giurisdizione in tutto il territorio dell'Impero di Persia.

A titolare di detto Consolato sarà destinato un Ufficiale Consolare di 1.a categoria, al quale verrà corrisposto un assegno locale annuo di lire *quindicimila.*

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 3 maggio 1863.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA.

Visto il Decreto del 16 marzo 1862, n. 503;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È approvata l'ordinanza emessa dal Prefetto di Calabria Citra addì 27 aprile 1863, con la quale rimane omologata la conciliazione avvenuta fra il Comune di S. Marco ed il sig. Eugenio Romito possessore di due quote del demanio comunale denominato Mamino.

Il Ministro anzidetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto che sarà registrato alla Corte dei Conti.

Dato a Torino, addì 7 maggio 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto il Decreto del 16 marzo 1862, n. 503;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari d'Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Articolo unico.

È approvata l'ordinanza del 22 aprile 1863, pronunziata dal Prefetto della Provincia di Molise in omologazione della conciliazione stabilita fra il Comune di Capracotta ed il sig. Liborio Scacchera di Vastogirardi per lo scioglimento di promiscuità dell'ex-feudo Ospedaletto.

Il Ministro anzidetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato alla Corte dei Conti.

Dato a Torino addì 7 maggio 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

APPENDICE

VARIETA' SCIENTIFICHE

II.

Seguita il confronto fra il presente e il passato. — L'indigenza nelle grandi città — La donna e i bambini negli opifizi — La miseria a Londra — Gli ospizi dei trovatelli — Igiene sociale — Che cosa s'intenda per questo nome — Immensità del proposto disegno — Merito nel proponente.

Il signor dottor Chierici, nel processo che fa al presente, s'indegna con tutta ragione che negli ospizi de'trovatelli, la maggior parte dei bambini muoia per difetto di cura proveniente tuttavia dal poco illuminato modo con cui per lo più sono regolati quegl'istituti; ha severe e giuste rampogne contro quelli ch'esso chiama « mercatanti di carne umana » i quali fanno speculazione infame della vita di questi medesimi trovatelli; e sono coloro, per lo più abitanti di campagna, che ricorrono ai varii stabilimenti di maternità per prendere quei miseri in pensione. In generale, afferma egli, non essere un senso d'umanità che spinge quella gente a tal passo, ma un sordido amore di lucro, quindi, perchè questo sia maggiore, lasciano mancare pressochè del necessario i poveri bambini e li crescono stentati, infermicci, deboli, quando per miracolo non muoiono. E la statistica ha notato che di tali meschinelli sparsi per le campagne, in media proporzionale, muore il settanta per cento.

Penetra negli ospedali di carità, e assevera la mortalità in quelli di Parigi, che è pure il primo centro della moderna civiltà, essere complessivamente in proporzione media di 34, 44 per 100. Ed in Parigi medesima, la media proporzionale della vita nella classe povera vede ridotta niente meno che a quindici anni, a cagione dell'enorme mortalità dei bambini, così che, soggiunge egli, mentre nei paesi meno inciviliti la mortalità sta quasi uniformemente in proporzione di cinque per cento degli abitanti, in Parigi tocca l'otto e un sesto per 100; e, dicono gli statisti, causa l'immensità dell'indigenza.

E questa indigenza micidiale, guastatrice dell'organismo e delle forme umane, che toglie a tante creature intelligenti di compire la loro normale carriera vitale, l'ufficio assegnato, quasi l'aspetto d'uomo; questa indigenza più o meno aggravata sino a limiti indescrivibili, la troviamo in tutti i centri di popolazione, nelle grandi officine industriali dove si crea pure tanta ricchezza, accosto allo sfoggio delle più fornite fortune.

Entrate nelle officine dell'industria, in cui la macchina e l'uomo gareggiano a produrre: « vediamo donne, e perfino in istato di gestazione, costrette a faticosissimi lavori, e giovanetti appena di due lustri, dannati dalla speculazione d'inumani o disperati genitori ad improbe fatiche, eccitati dalla sferza a continuarle, quando già per forza maggiore ne cadevano prostrati. Molti opificii d'Inghilterra continuano ad esser l'esempio di cosiffatta barbarie. »

E nell'Inghilterra medesima, giusto nel centro della ricca e potente città di Londra, non v'ha egli quella tremenda piaga cancrenosa d'onta e di miseria che tutto dì rincipriguisce, che è il quartiere di Saint-Gilles? Quivi dimorano pressochè ottanta mila individui, i quali vegetano fra sozzure e laidezze appena immaginabili. Essi, in generale, affranti da quella misera condizione, come esseri fisici, sono *bruti*, come esseri intellettivi, *cretini*, come esseri morali mancano d'ogni nozione del giusto, dell'onesto, della costumatezza. Le stanzaccie in cui vivono agglomerati, in più famiglie, raccozzandosi quasi alla ventura, sono peggio che tane di fiere, e sulla sucida paglia in cui dormono, marciscono, muoiono, stanno perenni, orribili, inimmaginabili la sporchezza, ogni più laida abitudine, l'ebbrezza più turpe, ogni vizio, ogni delitto. Vicino al cadavere del morto poco anzi canta un lurido ubbriacone che ha speso i suoi ultimi *penny* in quel veleno che lo consuma cui chiamano *gin*; una sgualdrina di 13 anni, corrotta prima d'essere uscita dall'infanzia per gli esempi, per l'infamia dei genitori medesimi, tisica per gli eccessi e per le privazioni, esercita il suo infame mestiere. In quell'atmosfera impregnata d'ogni brutta esalazione, d'ogni putridume si corrompe la vita, s'insozza anche l'animo. Ogni anno circa mille di quei disgraziati muoiono per mancanza di cibi riparatori, dice il linguaggio tecnico: traducete letteralmente *per fame*! Senza contare tutti gli altri che ogni fatta di malattia viene a mietere per la fossa.

Dopo tutto ciò ci è egli da stupire che la razza umana deperisca? esclama il nostro autore. Nelle classi superiori la vita fittizia e igienicamente perniciosa delle usanze cittadinesche, i vizii pur troppo, e disgraziatissime malattie che ne provengono; nelle inferiori la miseria, le cattive abitudini, gli stenti e l'ignoranza preparano una prole sempre meno sana e robusta, che viene ad ogni generazione indebolendosi fisicamente, intellettualmente e moralmente. E in presenza di questi miserabili spettacoli, e di questi infelici risultati, soggiunge, voi verrete a vantare la prosperità presente e chiamarla civiltà? Ma no, quest'ultimo nome, la nostra condizione di essere non se lo merita neppure.

Generosa indegnazione e non ingiuste rampogne son queste, ma per essere giusti affatto, lamentando la mortalità, ancora soverchia pur troppo, e negli

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Articolo unico.

È approvata l'ordinanza pronunziata dal Prefetto di Abruzzo Ultra II addì 1 maggio corrente, con la quale resta conciliata la vertenza pendente fra il Comune di Borghetto e gli occupatori del demanio comunale denominato le *Prata* o le *Scerte* nel modo e con le condizioni nell'ordinanza descritte.

Il Ministro anzidetto è incaricato della esecuzione del presente Decreto che sarà registrato alla Corte dei Conti.

Dato a Torino addì 7 maggio 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA.

S. M. con Decreti in data 30 aprile, 3 e 7 maggio si è degnata fare nell'Ordine de'Ss. Maurizio e Lazzaro le seguenti nomine e promozioni:

Sulla proposta del Ministro per gli Affari dell'Interno,

A Cavalieri

Fiammingo Salvatore, sindaco del Comune di Riposto;
Palazzi Santo, già ricevitore nel Portofranco di Genova;
Beschi Giuseppe, sindaco del Comune di Castiglione delle Stiviere;
Migliaccio avv. Vito, sindaco del Comune di Catanzaro;
Caporaso Giovanni, sindaco del Comune di Foglianise;
Lombardo Antonio, sacerdote, presidente della Commissione promotrice degli Asili Infantili in Palermo;
Oro Vito, consigliere di Prefettura a Firenze;
Bollani Carlo, sindaco del Comune di Rivoli;
Zanganelli padre Mansueto, vice-presidente della Commissione edificatrice la facciata di Santa Croce in Firenze;
Gargiolli dott. Lorenzo, segretario della Commissione stessa;
Bichi Genesio, sindaco del Comune di Mercato Saraceno;
Barresi Giuseppe, maggiore nello Stato-maggiore della Guardia Nazionale di Palermo;
Mastiani Sciamanna march. Cesare, colonnello comandante la Guardia Nazionale di Pisa;
Tartaglia dott. Domenico, da Napoli.

E sulla proposta del Ministro di Grazia e Giustizia e de' Culti,

A Cavaliere

Caporale Raffaele, giudice nel Mandamento di Vitulano.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — TORINO, 19 *Maggio* 1863

MINISTERO DELL'INTERNO.

Circolare ai signori Prefetti del Regno sull'inaugurazione del primo Tiro a segno nazionale.

Torino, addì 5 maggio 1863.

Nel prossimo mese di giugno sarà inaugurato in Torino il primo Tiro a segno nazionale.

Questa solennità ha un doppio scopo, politico e sociale, quello cioè di diffondere l'uso delle armi e quello di raccogliere in una medesima città i tiratori delle diverse Provincie affinchè, conoscendosi e stimandosi a vicenda, possano stringere fra di loro vincoli di buona e leale fratellanza.

Per un delicato riguardo verso la Guardia cittadina e per sempre meglio incoraggiare quelli che ne fanno parte ad esercitarsi nel maneggio dei fucili d'ordinanza loro consegnati, la Direzione della Società istituita con R. Decreto 11 agosto 1861, in adunanza del 29 marzo p. p. tenuta sotto la presidenza di S. A. R. il Principe Ereditario, ha determinato che siano riservati alcuni bersagli per una gara fra i rappresentanti delle Guardie Nazionali d'ogni Circondario, ed ha inoltre stabilito che a questi bersagli siano assegnati dieci premii di cui il primo di L. 2000, il secondo di L. 1000, e gli altri di L. 800, 600, 500, 400, 300, 200, 150 e 100, salvi gli aumenti che potessero aver luogo in seguito a speciali doni che la Direzione della Società del Tiro nazionale si ripromette ottenere dalla generosità dei cittadini.

La stessa Direzione ha poi fissate nel suo programma le seguenti norme:

1. Le Rappresentanze delle Guardie Nazionali saranno composte per ogni Circondario di tre tiratori che saranno scelti da una Commissione, eletta dal Prefetto, fra gl'inscritti sul controllo del servizio ordinario, i quali avranno dato prove di maggiore idoneità in apposito Tiro di concorso da istituirsi dal Prefetto stesso nel numero, nei luoghi e colle regole che ravviserà più opportune.

I tiratori scelti dovranno presentarsi alla Direzione della Società del Tiro nazionale e giustificare la loro qualità mediante certificato spedito dal Prefetto.

2. Il tiro si dovrà fare alla distanza di 150 metri con armi liscie d'ordinanza e munizioni da guerra.

Il bersaglio sarà costituito da un disco centrale del diametro di 10 centimetri, contornato da quattro circoli equidistanti da sette in sette centimetri.

3. Ogni rappresentante tirerà dieci colpi gratuitamente. Saranno vincitrici le Rappresentanze che nel complesso avranno ottenuto maggior numero di punti.

4. I premii dovranno essere, per due terze parti di ciascuno, convertiti in premii minori da distribuirsi poi in altro Tiro di concorso fra le Milizie dei Circondari cui apparterranno i vincitori.

Il residuo terzo sarà diviso fra i Membri della Rappresentanza vincitrice in proporzione dei punti ottenuti da ciascuno di essi.

Importa che a queste disposizioni sia data la maggiore pubblicità possibile.

E però, nel mentre non si dubita che si desterà fra le Guardie Nazionali una nobile emulazione, e che i Delegati i quali saranno chiamati a rappresentarle daranno prove che valgano a consolidare ogni volta più la bella riputazione che esse già si seppero procacciare, e contribuiranno efficacemente a rendere più brillante la festa del primo Tiro generale, il sottoscritto prega i signori Prefetti di far conoscere, mediante la pronta pubblicazione di apposito Manifesto nei singoli Comuni della rispettiva Provincia, le norme sopracitate, spiegando ad un tempo il concetto che informa l'istituzione del Tiro a segno, ed indicando che l'apertura del Tiro nazionale avrà luogo il dì 21 giugno prossimo.

Frattanto, acciocchè la mancanza di mezzi non abbia ad essere ostacolo per cui alcuni Militi non si possano addestrare nel tiro al bersaglio ed acquistare così l'abilità necessaria per distinguersi nella palestra che si sta per aprire, questo Ministero asseconderà di buon grado (nei limiti della somma stanziata nel bilancio dello Stato per sussidi ai Tiri al segno e compatibilmente cogli altri bisogni dei Tiri medesimi) le domande di sovvenzioni che gli venissero indirizzate dalle Società dei Tiri stessi per la provvista di polvere da distribuirsi ai Militi di stretta fortuna, con che giustifichino d'essersi uniformate al prescritto dall'art. 3 della legge 4 agosto 1861 e al disposto dall'art. 8 delle norme obbligatorie fissate con Decreto ministeriale del dì 11 successivo.

Tali domande dovranno essere presentate ai Prefetti, dai quali saranno quindi spedite a questo Ministero accompagnate dal loro parere.

Qualora poi la scelta demandata alle Commissioni mentovate al n. 1 cadesse sopra tiratori sforniti di mezzi per recarsi al Tiro nazionale, i signori Prefetti si compiaceranno di proporre alle rispettive rappresentanze provinciali la concessione di opportuni sussidi.

Infine i signori Prefetti saranno cortesi di trasmettere a questo Ministero un esemplare del Manifesto che verrà da loro pubblicato nella rispettiva Provincia.

Pel Ministro
S. SPAVENTA.

MINISTERO DELLE FINANZE.

È stato di recente verificato che fra i pubblici avvisi soggetti alla tassa di bollo, se ne trovano parecchi nei quali invece della marca da bollo prescritta dalla legge del 14 settembre 1862, n. 919, sono stati apposti i francobolli postali; ed altri sui quali la marca da bollo non contiene nè stampata nè manoscritta la data della sua apposizione, o l'annullamento eseguito dal Ricevitore che l'abbia applicata, in conformità del disposto dall'articolo 3 della legge stessa.

Riscontrandosi in questi fatti una contravvenzione alla precitata legge, che riesce pregiudicevole alle finanze dello Stato, avuto specialmente riguardo alla circostanza che i francobolli postali non sono soggetti al decimo di guerra, e che le marche da bollo non annullate potrebbero esser fatte servire per nuovi avvisi, la Direzione generale del Demanio e delle Tasse mentre ha disposto perchè sia proceduto contro i trasgressori ai termini e con tutto il rigore della legge, confida che la presente pubblicazione servirà ad impedire che, o per malizia, o per inesatta intelligenza delle disposizioni legislative, si confonda l'uso ben distinto e determinato dei francobolli postali, e non si proceda sulle marche da bollo all'annullamento imposto dall'articolo 5 della legge 14 settembre 1862.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Direzione generale del Tesoro.

Essendosi smarrito il vaglia descritto nel presente stato, si avverte chiunque possa avervi interesse che, trascorsi giorni trenta da questa pubblicazione senza che siasi fatta opposizione al Ministero delle Finanze, Direzione generale del Tesoro, si provvederà al rilascio d'un duplicato del medesimo.

Descrizione del Vaglia del Tesoro.

Vaglia n. 1234, rilasciato dalla Tesoreria centrale del Regno, in data 2 febbraio 1863, per la somma di L. 600, esercizio 1863, per il versamento operato dal Quartier-mastro per l'armata contro Vaglia del Tesoro a favore del Comandante militare del Circondario di Melfi (Basilicata).

Torino, addì 19 maggio 1863.

Il Direttore capo della 3.a Divisione
A. SAVINA.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Direzione Generale del Tesoro.

Stante lo smarrimento avvenuto del mandato di L. 24 emesso dal Ministero di Finanze col N. 70, sul Capitolo 46, esercizio 1862, a favore delle signore Marietta e Doloretta sorelle Turletti,

Si avverte chi di ragione che, trascorsi giorni trenta dalla presente pubblicazione senza che quel mandato sia presentato, sarà esso considerato come non avvenuto, e se ne autorizzerà la spedizione di un duplicato.

Pel Ministro
Il Direttore capo della 4.a divisione
ALFURNO.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA.

Non avendo avuto un esito favorevole il primo concorso ultimamente apertosi alla cattedra di clinica medica vacante nella R. Università di Genova, s'invitano di nuovo gli aspiranti alla cattedra stessa a presentare la loro domanda e i documenti relativi al signor Rettore di quella Università fra tutto il luglio venturo, dichiarando esplicitamente se intendono concorrervi per titoli, o per esame, o per le due forme ad un tempo, com'è prescritto dall'art. 114 del Regolamento Universitario 20 ottobre 1860.

Gli esperimenti del concorso avranno luogo presso l'Università di Genova.

Torino, 1 aprile 1863.

S'invitano i signori direttori degli altri Giornali d'Italia a riprodurre il presente avviso.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE.

Dovendosi provvedere alla Cattedra di Filosofia della Storia vacante nella R. Università di Genova, s'invitano gli aspiranti a presentare a questo Ministero la loro domanda e i titoli loro entro tutto il giorno 20 del venturo giugno, ed a dichiarare esplicitamente se intendano concorrere per titoli, o per esame, o per le due forme ad un tempo, secondo il prescritto dall'articolo 114 del Regolamento universitario 20 ottobre 1860.

I signori direttori degli altri periodici sono pregati di ripetere questo avviso.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Dovendosi provvedere alla cattedra di ostetricia e dottrina delle malattie speciali delle donne e dei bambini vacante nella R. Università di Napoli, s'invitano gli aspiranti alla medesima a presentare la loro domanda e i titoli loro al signor Vice-Presidente della Sezione del Consiglio Superiore della Pubblica Istruzione residente in detta città fra tutto il luglio prossimo venturo, dichiarando esplicitamente se intendono concorrervi per titoli, o per esame, o per le due forme di concorso ad un tempo, com'è prescritto dall'articolo 15 della legge sulla pubblica istruzione superiore nelle Provincie Napolitane del 16 febbraio 1861.

Gli esperimenti avranno luogo nell'Università di Napoli.

Torino, 30 marzo 1863.

I signori direttori degli altri periodici sono pregati di ripetere quest'avviso.

R.ª SCUOLA SUPERIORE DI MEDICINA VETERINARIA DI TORINO.

Gli esami di aggregazione alla R. Scuola superiore di Medicina Veterinaria di Torino avranno luogo nelle stanze della Scuola stessa nei giorni 25, 26 e 27 del prossimo mese di giugno. I signori concorrenti sono quindi invitati a presentarsi nel giorno 25 alle ore 9 antimerid. precise.

IL R. PROVVEDITORE AGLI STUDI

della Provincia di Torino.

I corpi morali e i cittadini che tengono aperto al pubblico nella città e provincia di Torino qualche stabilimento, con o senza Convitto, d'istruzione secondaria classica o tecnica, o di alcuna materia d'insegnamento ad essa riferentesi, i quali non abbiano adempito al prescritto dal Capo VIII della legge 13 novembre 1859, n. 3725, ovvero non abbiano notificato a questo ufficio le modificazioni seguite, dopo l'ottenuta autorizzazione, o nei programmi o nel personale insegnante o nel locale, sono invitati a presentarsi entro quindici giorni all'ufficio del Regio Provveditore agli studi, in via Po, n. 18, piano 1.o per dare esecuzione al disposto dalla citata legge sulla pubblica istruzione.

In caso d'inadempimento sarà invocata l'applicazione dell'art. 254 della legge preallegata.

Torino, 19 maggio 1863.

Il R. Provveditore agli studi
F. SELMI.

FATTI DIVERSI

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO. — *Sedute del 24 aprile e del 1.o maggio.*

La discussione sulla toracentesi seguitava; ed il socio Nicolis, accennati alcuni fatti dimostrativi dell'innocuità dell'aria introdotta nel cavo toracico sul finire dell'operazione, volgendosi al socio Olivetti, il quale riteneva tanto meno doversi ricorrere alla toracentesi quanto più era amovibile la cagione del versamento coi sussidi medici ordinari, significava essere d'avviso contrario: credere che il preopinante non abbastanza distinguesse l'effusione dalla sua causa: questa essere talvolta vinta, e quella nondimeno restare e reclamare la toracentesi. Non potere neanche accogliere la massima che la toracentesi fosse tanto meno indicata, quanto più il liquido versato per sua natura potesse venir assorbito, perchè le effusioni puramente sierose, di rado si limitano ad una sola cavità, e solo alla toracica, e perchè le raccolte purulente esigono una pronta uscita, a scanso anche dell'infezione che prende il nome di *purulenta.* Stabiliva dedursi pur sempre l'indicazione dell'operazione dagli effetti che il liquido, di qualunque natura, cagiona sulla struttura del polmone e sulle sue funzioni, effetti che anche dopo la rimozione del liquido, in parte durano. Quanto alla toracentesi nell'idrotorace doppio, non assentiva alla sua convenienza per essere, nella sua rarità, non mai il prodotto della genuina pleurite, sibbene quello di strumentale-cardiopatia, o di alterazioni della crasi sanguigna.

Il socio Olivetti, il quale concedeva poter essere quasi indifferente una piccola quantità d'aria introdotta nel torace, non la pensava così per una quantità considerevole della medesima; e infine sosteneva la toracentesi palliativa, fatta nello scopo di prolungare la vita dello infermo.

Fatte alcune controsservazioni dal socio Nicolis, il socio Timermans discorreva egli pure i vari elementi da calcolarsi in ordine alle indicazioni e controindicazioni della toracentesi, e tra questi notava non solo la presenza o la mancanza di essudato *liquido*, ma la quantità, la natura e la sede del medesimo: avvisava potervi essere piccoli versamenti che presentano criterio indicativo della toracentesi; e al contrario, la natura del liquido non influire che a maggiore o minore indicazione. Quanto alla diagnosi differenziale fra siero e pus, oltre ai criteri sintomatici generali o di infezione, doversi tener conto di un segno da lui constatato, cioè del dolore prodotto dalla percussione nel caso di essudato purulento. Un siffatto dolore, che si eccita in corrispondenza al punto ove si genera il pus, non si ha nell'idrotorace propriamente detto.

Aggiungeva, la sede del liquido influire sull'indicazione: essere questa maggiore se quello occupi il lato sinistro per lo spostamento del cuore; ma lo spostamento del fegato nell'idrotorace destro dovere altresì essere apprezzato come elemento indicante la toracentesi, attesi i disordini dell'apparato digerente.

---

ospizi dei trovatelli, e negli ospedali gratuiti e nelle file dei figliuoli del povero, bisogna ricordare che un tempo i trovatelli giacevano abbandonati e morivano se la pietà individuale, che non sempre sta pronta al soccorso, non li raccoglieva; che un tempo il povero malato non aveva altro che rassegnarsi a morire sul giaciglio della sua tana o miseramente solo, o in mezzo agli sterili compianti della desolata famiglia; che il crescere continuo, generale, progressivo delle popolazioni e sopratutto nelle classi lavoratrici, indica una mortalità diminuita ad ogni modo nella loro figliuolanza, e più favorevoli condizioni alla loro esistenza.

Pur troppo, è vero, noi siamo ancora addietro, soverchiamente addietro nella via del bene e del progresso sociale. Bisogna spingere, bisogna eccitare, bisogna fare; e leggi, e governi, e privati, e associazioni conviene concorrano al nobile scopo, provvedano al comune immegliamento di tutto l'uomo. Sta bene; siam d'accordo; ma non facciamo torto ad un presente che è un po' meno colpevole, anteponendogli un passato che lo era assai più.

Anzi, ci pare di poter dire, che già esistono in germe le precipue istituzioni sociali onde si potrebbero rimediare in gran parte i mali esistenti; non diciamo in tutto, perchè sradicare ogni male dalla terra stimiamo impossibile finchè abitata dagli esseri d'imperfetta natura che sono gli uomini: e non occorre per lo più che queste istituzioni ampliarle, afforzarle, estenderne i raggi operativi, perfezionarne i metodi e l'azione.

Così, per esempio, circa gli ospizi dei trovatelli, la soverchia mortalità dei ricoverati a che cosa si attribuisce?

« Nel generale di questi (ospizi), ad una nutrice o ad un'assistente — trattandosi assolutamente di allattazione artificiale — sono affidati sei bambini; e negli ospizi meglio governati quattro e non meno. La nutrice o l'assistente, per mantenersi nelle condizioni igieniche a cui ha diritto, e pel benessere proprio e per valere ad assister bene que'tenerelli, dovrà pur consacrare, per la politezza del suo corpo e per l'alimentazione, e per il sonno e per un po' di moto, almeno otto ore sulle ventiquattro. Divise le altre sedici — pensiamo ai migliori ospizi — per l'assistenza di quattro bambini, risulta che per ognuno, tra il praticargli la nettezza necessaria del corpo, tra l'alimentarlo, tra il dargli moto, rimangono quattro ore solamente. Così, per venti ore del giorno, quegl'innocenti sventurati devono giacere, e per lo più supini, in culla. Cotalchè la maggior parte di essi muore, e, d'ordinario, per esito d'epatizzazione polmonare da lenta pneumonite posteriore ipostatica, per decubito, o per gli oppiati, di che è quasi sempre male far uso nei bambini, e di cui invece in cotesti ospizi si abusa; e quei che rimangano vivi, costituiscono per lo più quella misera serie di mostruosi esseri umani, e — causa l'abuso suddetto — di quegli ebeti d'intelligenza, dei quali ad ogni tratto incontriamo gli esempi. »

Ebbene a questi inconvenienti non è tanto difficile il trovare rimedio, che un lieve progresso in questi istituti non possa farcelo sperare vicino. Riuscendo più prospere le condizioni di quegli ospizi, si potranno avere più cure ai bambinelli per un numero maggiore di allevatrici che si prendano, e quindi potrà essere rimosso anche il difetto del soverchio uso degli oppiati. Un vero ed evidente progresso si è già quello appunto di dare a dozzina a degli abitatori della campagna di questi miserelli perchè li allevino. I bambini di questo modo crescono più sani che non nel meno favorevole ambiente dell'ospizio; e se qualche sconcio ha pur tuttavia luogo per l'ingordigia e pel cattivo cuore di qualcheduno, che faccia di ciò una vergognosa speculazione, sono però in maggior numero i casi in cui quelle famiglie accolgono nel suo seno il trovatello, ce lo tengono e considerano come di proprio sangue; e noi stessi abbiamo visto numerosi esempi in cui di questi bambini, cresciuti sanamente di morale e di fisico da onesti campagnuoli, erano legati alla loro famiglia d'adozione con vero e profondo reciproco amore di figliuoli e di genitori. Senza che l'addotto sconcio può agevolmente torsi via, quando gli amministratori dei detti ospizi, coll'aiuto anche dell'Autorità governativa, sieno guardinghi nel consegnare ai richiedenti questo sacro deposito di bambini tenerelli e vogliano essere chiariti per precise informazioni della moralità e dello stato di coloro presso cui li allogano.

Ma tutti questi lamentati torti e danni del nostro presente stato, se non sono tali da fargli preferire il passato, e da far ritenere indietrata piuttosto che progredita la nostra civiltà, sono pure gravissimi e degni che si volga con sollecitudine la cura degli statisti e il concorso di tutti a sollevarli e ripararli; e il signor Chierici non agirebbe da medico qual esso è, se, avendo esaminato il male e le sue cause, non pensasse ai rimedii da applicarsi.

Questi consistono, secondo lui, in una gran cura che deve intraprendersi, collaboratori tutti il governo ed i privati, della società in ogni sua classe, in ogni sua parte; guida una nuova dottrina che egli chiama *medicina civile*, ad ottenere che l'uomo meglio dirigesse all'uopo, correggesse e soddisfacesse i bisogni suoi fisici, le inclinazioni della mente, i sentimenti del cuore, le aspirazioni dell'anima, mediante un complesso di norme e d'ammaestramenti, a cui dà il nome d'*Igiene sociale*, la quale egli vorrebbe fosse guida della legislazione, norma delle scienze morali, base fondamentale delle scienze politico-amministrative, tanto nei loro principii, quanto nell'applicazione dei medesimi.

Igiene, nel senso preciso e ristretto della scienza medicale, è quella parte della medicina che intende a dare le norme onde preservare l'uomo fisico dalle fisiche morbosità. Il sig. Chierici allargando il signi-

Ei continuava nella successiva seduta dicendo della gibbosità toracica, come di segno indicatore dell'operazione; e così dei sintomi generali e locali del torace, primari o secondari, dello stato di semplicità o di complicanza del versamento, del liquido libero o saccato, stazionario o crescente, come d'indizi più o meno valutabili nel soggetto: ammetteva innocua per se stessa la toracentesi: nessuna controindicazione in proposito potersi dichiarare assoluta; ma nella possibilità di renitenza ad essa per parte dell'infermo, consigliava di non trascurar l'uso, talvolta pienamente efficace e sanatore, d'altri mezzi.

Soggiunte dai soci Nicolis e Timermans alcune altre considerazioni a scambievole chiarimento, il socio Demaria, a modo di finale conclusione, proponeva che si formulasse un ordine del giorno valevole a rappresentare il risultato della lunga e grave discussione sostenuta sulla toracentesi.

A. ZAMBIANCHI *segretario generale.*

R. DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCIE DI ROMAGNA. — *Tornata del* 19 *aprile* 1863.

L'egregio nostro socio signor dottore Enrico Buttrigari diede una particolareggiata relazione della Cronaca inedita di Galeazzo Marescotti de' Calvi, nella quale ei narra come *Annibale Bentivoglio fu preso e menato di prigione e poi morto e vendicato*, esponendo fatti di cui il cronista fu gran parte dal 1442 al 1446. La cronaca è dedicata al nipote Annibale II, ed è seguita da un poemetto storico in versi esametri composto, a richiesta del Marescotti stesso, dall' illustre camerinese Tommaso Seneca, non che da alquanti versi pure latini di Gaspare Tribraco, modenese, in lode del cronista, e da un'ode del medesimo autore intorno alla vera nobiltà.

Di questa cronaca un bel codice membranaceo si conserva presso il sig. dott. Vincenzo Pallotti, il quale e per l'eleganza delle miniature e per lo stemma particolare del ricordato Annibale II vuole ritenersi per l'originale al medesimo offerto e dedicato dall' autore. Notò da ultimo aversene in Bologna tre copie, l'una in casa de' principi Spada, le altre due nella biblioteca di questa Università. (*Mon. di Bol.*)

UNA QUISTIONE DI NAZIONALITA'. — Il celebre prestigiatore Velle che dopo Torino passò a rallegrare colla magia de' suoi giuochi Genova e le principali città dell'Italia centrale, ed ora si dispone a passare in Francia, si è offeso che un giornale di Milano lo abbia testè per ischerzo chiamato ungherese di Vienna. Tenero della sua nazionalità ungarica egli ha inviato una lettera a quel giornale, dove lo prega di rettificare la corsa asserzione notificando che egli è nato vero ungherese di Pest e che possiede passaporto di Buda.

BOLLETTINO CONSOLARE. — È uscito il fascicolo 2.o del volume II (maggio 1863) del *Bollettino Consolare*, pubblicato per cura del Ministero per gli affari esteri di S. M. il Re d'Italia. Vi si contengono le seguenti materie: 1. Riflessi sul secondo Congresso commerciale germanico, del barone R. Abro, addetto alla R. Legazione in Prussia; 2. Coltivazione e produzione del cotone nell'Asia Minore, e specialmente nel distretto di Smirne, del R. console avv. Berio; 3. Cenni statistici e commerciali intorno all' isola di Scio, desunti da un rapporto del sig. Carlo Biliotti; 4. Statistica del movimento della navigazione e dell'importazione ed esportazione nel porto di Samos durante l'anno 1862, del R. delegato signor Stamatiadis; 5. Stato delle importazioni fatte dall'Italia nel porto di Sira durante il 1862; 6. Quadro sinottico della navigazione italiana a Montevideo nell'anno 1862; 7. Movimento dei legni nazionali nel porto di S. Francesco di California nel 1862; 8. Statistica e commercio della Nuova Granata, del cav. Donalisio, regio console a Colon-Navy-Bay; 9. Relations commerciales et maritimes entre l'Italie et la Belgique, de M. le chev. Verhoustraeten, consul à Anvers; 10. Corso attuale dei noli da Cardiff al Mediterraneo, del R. console signor Carlo Cattaneo; 11. Nomine e disposizioni consolari.

PUBBLICAZIONI PERIODICHE. — Il n. 139 (18 maggio 1863) della *Rivista italiana di scienze, lettere ed arti colle effemeridi della pubblica istruzione* contiene le materie seguenti:

Letteratura — Appendice alle opere di Pietro Giordani, pubblicate da Antonio Gussalli - II. (G. Chiarini).
Studi critici. — Delle antiche lingue italiche e specialmente della etrusca - IV. (Pietro Risi).
Libri scolastici - IV. — Storia antica (Pasquale).
Bibliografia. — La secchia rapita ed altre poesie di A. Tassoni, per cura di G. Carducci Edizione seconda. (G. Pasqualigo).
Notizie varie.
Ministero dell'istruzione pubblica. — Concorsi — Decreti.
Annunzi.

PUBBLICAZIONI. — Per cura del Ministero delle Finanze è uscito dalla Stamperia Reale di Torino un volume in 4 di 300 e più pagine contenente il Movimento commerciale delle Provincie Toscane e Napolitane negli anni 1859 e 1860. — Appendici al Movimento commerciale delle Provincie dell'Italia Settentrionale.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 20 MAGGIO 1863.

Questa mattina S. M. il Re ha presieduto il Consiglio dei Ministri.

S. M. ha ricevuto la risposta di S. A. R. il granduca di Baden alla lettera con cui la M. S. gli ha annunziato di aver assunto il titolo di Re d'Italia.

Un telegramma da Aquila 20 reca:

S. A. R. il Principe Umberto giunse ieri alle 4 pomeridiane. Gli andarono incontro il clero, le autorità civili e militari e il popolo plaudente. Le vie imbandierate e la città in festa. La sera il Principe percorse le vie della città acclamato e festeggiato. Più tardi intervenne ad una festa da ballo alla quale concorse numerosa la più eletta cittadinanza di tutte le classi. S. A. R. vi fu applaudita fragorosamente. Stamane alle 3 il Principe Umberto è partito per Popoli e Chieti.

Il Senato in principio della seduta di ieri non trovandosi in numero per deliberare, fece luogo all'appello nominale da cui risultarono mancanti i seguenti signori senatori: Amari conte — Ambrosetti — Arese — Balbi-Piovera — Balbi-Senarega — Benintendi — Beretta — Bevilacqua — Bonelli — Borghesi — Borromeo — Carbonieri — Carradori — Cataldi — Caveri — Colonna Andrea — Colonna Gioachino — Dalla Valle — D'Azeglio — De Ferrari Raffaele — De Gasparis — De Gori — Del Giudice — Della Rovere — De Sauget — Di Campello — Di Fondi — Di Negro — Di S. Giuliano — Doria — Dragonetti — Farina — Fenzi — Ferrigni — Filingeri — Gagliardi — Gallone — Giorgini — Gozzadini — Irelli — Lechi — Lella — Linati — Malvezzi — Manzoni — Marliani — Montanari — Monti — Natoli — Oldofredi — Oneto — Pallavicini Fabio — Pallavicini Ignazio — Pallavicino Trivulzio — Pareto — Pepoli — Piraino — Piria — Pizzardi — Plana — Plezza — Prinetti — Prudente — Ridolfi — San Marzano — Scacchi — Sella — Sforza Cesarini — Simonetti — Taverna — Torremuzza — Torrigiani — Trigona di Sant' Elia — Varano — Vesme.

Compiutosi poscia il numero legale, discusse ed approvò senza contestazione i seguenti progetti di legge:

1. Nuova proroga dei termini pel riscatto delle enfiteusi nelle Marche, nell'Umbria e nell'Emilia;
2. Vendita di beni e diritti demaniali;
3. Costruzione d'un tronco di strada tra Alcamo e Calatafimi;
4. Costruzione di ponti sui fiumi Platani, Imera, Pollina e Belice in Sicilia;
5. Costruzione d'un porto nel seno di Santa Venere, golfo di Sant' Eufemia.

CAMERA DEI DEPUTATI.

La Camera è convocata per domani giovedì a ore una pomerid. per ricevere una comunicazione del Governo.

DIARIO

I giornali russi continuano a pubblicare indirizzi stati presentati all'Imperatore Alessandro dalla nobiltà di varii Governi e da municipii, nei quali si dichiara di voler difendere l'unità dell'Impero. Oggi però un telegramma da Stocolma è venuto a rompere questo concerto di devote manifestazioni annunziando che il Senato accademico e il Municipio di Helsingfors nella Finlandia non vollero sottoscrivere l'indirizzo che ad essi, come in tutte le provincie, fu dal governatore militare raccomandato. Anche gli abitanti d'Abo rifiutarono la loro firma.

Intanto nella vicina Norvegia si fanno dimostrazioni a favore della Polonia. Il principe Czartorisky ebbe a Cristiania accoglienze entusiastiche e il presidente della Dieta gli espresse i sentimenti di generale simpatia che i Norvegi nutrono pel suo paese.

A Pietroborgo per contro si festeggiano i soldati che combattono in Polonia. Il 9 corrente giunse in quella capitale una compagnia del reggimento di Lituania scortando una banda di insorti prigionieri. Il municipio le offerse un banchetto nella gran sala del palazzo di città. Vi assisterono i granduchi e l'imperatore il quale fece un brindisi ai valorosi che si son segnalati sui campi di battaglia e agli ospiti che li hanno festeggiati. Brindisi in onor del sovrano e del granduca luogotenente in Polonia furono accolti in mezzo a frenetici urrà, e alla fine del pranzo si fece dalle autorità municipali una colletta a pro dei soldati decorati negli ultimi fatti d'armi.

È morto il metropolitano delle chiese cattoliche di Russia monsignor Venceslao Jilinsky. La sua salma fu portata con gran pompa dal collegio del Clero romano alla gran chiesa della prospettiva di Newsky con numeroso corteo di preti, di monaci e di allievi dell'Accademia ecclesiastica cattolica. Da trent'anni, dice una corrispondenza, non erasi più veduta per le strade di Pietroborgo una processione di cattolici. V'era folla sul passaggio, e la gente scoprivasi con rispetto il capo.

La seconda Camera della Dieta prussiana ha differito la prosecuzione dell'esame della legge sul riordinamento militare finchè i ministri, adempiendo, dicono i dispacci, al dovere loro imposto dalla Costituzione, non ricompariranno alle sedute. Intanto ha deliberato un indirizzo al Re. La Commissione che fu incaricata di stenderlo scrisse fra altro che il Ministero abbandonò con futili pretesti la discussione parlamentare ponendo al suo ritorno alla Camera condizioni tali che, se venissero accettate, sarebbero nuova cagione di conflitti intorno al dritto costituzionale.

Nel granducato d'Assia Darmstadt la seconda Camera ha risoluto con 36 contro 5 voti d'invitare il Governo alla revisione della legge sulla stampa. Un'altra proposta tendente a sopprimere la legge esistente dal 1.o agosto 1862, e a surrogarvene un'altra più consentanea alle idee del tempo, venne rigettata. Questa proposta era stata combattuta dal commissario del Governo, per avviso del quale la presente legge non contiene che le disposizioni mitigate delle leggi che reggono la stampa non solo in Alemagna, ma nell'Europa intiera.

I giornali di Parigi son pieni dei nomi e delle dichiarazioni politiche dei candidati alle elezioni generali. L'opposizione oltre gli antichi suoi rappresentanti al Corpo legislativo è giunta a far accettare la candidatura a Thiers, a Berryer, a Montalembert, a B. St-Hilaire, a J. Simon e ad altri uomini chiari per servigi alla Monarchia di Luglio o per titoli di controversie religiose o di scienza.

Una Commissione internazionale, composta dei rappresentanti di Francia, Stati Uniti d'America, Austria, Inghilterra, Prussia, Italia, Spagna, Belgio, Svizzera, Danimarca, Paesi Bassi, Portogallo, Città Anseatiche e Isole Sandwich, si è radunata a Parigi nell'intento di semplificare e di uniformare le relazioni postali tra i loro paesi. Dopo essere convenuta nel programma delle quistioni da discutere, per agevolare ed accelerare i lavori nominò una Sotto-commissione di cinque membri in questo modo: Il signor Kern, inviato straordinario e ministro plenipotenziario della Confederazione elvetica, presidente; e i signori Metzner per la Prussia, vicepresidente; Kasson, per gli Stati Uniti, Hill, per l'Inghilterra, e Maurin, per la Francia.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Cristiania, 19 *maggio.*

È giunto il principe Czartorisky ed ebbe un'accoglienza entusiastica. Al teatro si fecero delle dimostrazioni in favore della Polonia. Il presidente della Camera espresse al principe i sentimenti di generale simpatia che i Norvegesi nutrono per la Polonia.

Parigi, 19 *maggio.*

Notizie di borsa.

(Chiusura)

Fondi Francesi 3 0/0 — 69 45.
Id. id. 4 1/2 0/0. — 97 10.
Consolidati Inglesi 3 0/0 — 92 1/8.
Consolidato italiano 5 0/0 (apertura) — 72 05.
Id. id. Chiusura in contanti — 72 10.
Id. id. id. fine corrente — 72 15.
(Prestito italiano 73 15)

(Valori diversi).

Azioni del Credito mobiliare — 1425.
Id. Strade ferrate Vittorio Emanuele — 447.
Id. id. Lombardo-Venete — 571.
Id. id. Austriache — 496.
Id. id. Romane — 452.
Obbligazioni id. id. — 255.
Azioni del Credito mobiliare Spagnuolo — 932.
Alla fine fermezza.

Nel dispaccio di ieri in data di Parigi, riassumente la nota del Moniteur *sulle dichiarazioni dell'ambasciatore prussiano, è avvenuto un errore d'interpretazione, dipendente da errore del testo telegrafico.*

Ove dice essere improbabile l'arresto *del presidente, ecc., devesi leggere: essere improbabile* l'ordinanza *del presidente, ecc.*

Napoli, 19 *maggio.*

S. A. R. la duchessa di Genova è partita oggi alle ore 3 pom. a bordo del *Governolo* scortato dal *Tukery*. Le artiglierie dei castelli e dei legni ancorati annunciarono la partenza.

Parigi, 19 *maggio.*

Dalla *France*: Assicurasi che Baroche sia gravemente indisposto.

Questa mattina l'Imperatore ricevette in udienza particolare il ministro Magne.

Si dà per certo che la Deputazione greca partirà da Copenaghen il 25 del corrente senza ottenere una risposta definitiva relativamente all'accettazione del trono di Grecia.

Berlino, 20 *maggio.*

La Commissione della Camera dei deputati stabilì il testo definitivo dell'indirizzo da presentarsi al Re, ove notasi il passo seguente: il Ministero sotto futili pretesti abbandonò la discussione parlamentare ponendo alla sua ricomparsa alla Camera condizioni tali che tendono unicamente a far sorgere nuove quistioni sul diritto costituzionale.

Assicurasi che 4000 insorti hanno battuto 3000 Russi presso Gawolin. Le perdite sarebbero considerevoli da ambe le parti. Gl'insorti presero 800 fucili. I Russi abbandonarono sul campo di battaglia 11 cannoni inchiodati.

Lemberg, 19 *maggio.*

La *Gazzetta Naradowa* annunzia che l'insurrezione scoppiò nella piccola Russia al di là del Dnieper, ove non trovansi soldati russi.

Londra, 19 *maggio.*

Camera dei lords. Rispondendo ad Hennessy Palmerston dice di dubitare che la Prussia abbia commesso un'infrazione alle leggi internazionali.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI

BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

20 maggio 1863 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0/0. C. del g. preced. in liq. 72 25 25 22 1/2 22 1/2 pel 31 maggio.
C. della m. in cont. 72 40 35 35 35 35 — corso legale 72 35 — in liq. 72 20 17 1/2 20 17 1/2 20 p. 31 maggio.

Fondi privati.

Az. Banca Nazionale. C. d. m. in liq. 1852 p. 31 maggio.
Cassa Commercio ed Industria. C. d. m. in liq. 697 p. 30 giugno.
Banco sete. C. d. m. in liq. 250 pel 31 maggio.

Azioni di ferrovie.

Obbl. ferrovie Meridionali. C. d. matt. in liq. 234 pel 31 maggio.

BORSA DI NAPOLI — 19 maggio 1863.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidati 5 0/0, aperta a 72 85 chiusa a 72 80.
Id. 3 per 0/0, aperta a 43 chiusa a 43.

BORSA DI PARIGI — 19 maggio 1863.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

			giorno precedente
Consolidati Inglesi	L.	92 1/8	92 1/8
3 0/0 francese	»	69 45	69 45
5 0/0 italiano	»	72 15	72 15
Certificati del nuovo prestito	»	73 10	73 20
Azioni del credito mobiliare	»	1425 »	1422 »
Azioni delle ferrovie			
Vittorio Emanuele	»	447 »	450 »
Lombarde	»	571 »	571 »
Austriache	»	496 »	497 »
Romane	»	452 »	457 »

G. FAVALE *gerente.*

ficato della parola, ed applicandola non solo all'uomo fisico, ma all'uomo pensante ed operante, definisce l'igiene in modo generale per la scienza dei beni applicata all'uomo; la quale, mentre ne mantiene e ne aumenta i beni, si fa prevenitrice, oppositrice e curatrice dei mali.

L'allargare il concetto del vocabolo *igiene* ed applicarlo ad altro che alla salute meramente fisica dell'organismo umano, non è affatto una novità, e noi abbiamo un bello e grazioso libro tedesco intitolato *Igiene dell'anima*, il quale, appunto sulla somiglianza di precetti igienici che si danno a mantenere illeso il corpo da infermità, presenta precetti morali a conservare e ridurre sana ed onesta l'anima. Il Chierici, usando con più larghezza d'un simile traslato, viene ad intitolare igiene, non una scienza, ma il complesso di tutte le scienze perchè tutte hanno a scopo il perfezionamento — o in una parte od in un'altra — dell'uomo; il quale perfezionamento generale complessivo è il fine dell'igiene sociale. Quindi in essa ecco comprendersi la medicina, la politica, l'amministrativa, la legislazione, l'economia pubblica, la pedagogica, la filosofia.

Questo disegno che l'autore ha delineato a gran tratti nella sua prolusione al *corso libero di medicina civile*, da lui aperto quest'anno nella R. Università torinese, egli lo viene colorendo nelle lezioni del corso medesimo e colla pubblicazione di un trattato da lui intrapreso è già qualche tempo. Il disegno è grandioso, e il concetto fondamentale che lo informa è arditissimo, ma d'un' arditezza animata dalle migliori intenzioni del mondo che desta simpatia e merita riguardo. Certo l'àmbito di questo disegno è immenso e par quasi impossibile che un uomo, per quanto felicissimo per potere d'intelligenza e fornito dallo studio di vastità di cognizioni, possa tutto abbracciarlo e trattarlo. Ma egli può colla potenza sintetica del suo intelletto tracciarne le norme generali, dettarne le leggi sostanziali che in ogni dottrina, in ogni ramo particolare della scienza abbiano ad essere base, fondamento e punto di partenza; mentre uomini speciali, incaricandosi del lavoro analitico dell'applicazione nelle varie discipline, possono poi venire via via incarnando in ogni parte il mirabile concetto.

Del resto, fosse pur anche insufficiente così nella idea principale come nei mezzi proposti, l'espositore d'un simile concetto si vale tuttavia alcuna attenzione per l'opportunità della cosa, la necessità delle provvidenze da darsi e l'eccellenza dello scopo, ed ha pur sempre il gran merito di giovare a far volgere la mente e lo studio degli uomini da ciò su questi bisogni e su queste piaghe onde la società ha tanto danno e tante minaccie.

Vediamo adunque, per quanto si può giudicare dallo scorcio di un'opera incompiuta, quali sieno in generale le idee e le proposte del nuovo *igienista sociale.* X.

CITTÀ DI TORINO

AVVISO D'ASTA

Giovedì 21 del corrente mese, alle ore 2 pomeridiane, nel civico palazzo, si procederà col metodo dei partiti segreti, all'incanto per l'appalto delle opere di sistemazione del piazzale rimpetto alla nuova caserma della Cittadella, e si farà luogo al deliberamento all'offerente maggior ribasso d'un tanto per cento sulla somma fissa di L. 21,883 25, stabilita per base dell'asta.

I capitolati delle condizioni, sì speciali che generali, non che le piante ed i profili a cui è subordinata l'impresa, sono visibili nel Civico Ufficio d'Arte, tutti i giorni nelle ore d'ufficio. 1796

TORINO - UNIONE TIP.-EDITRICE

(già Ditta Pomba)

RISTAMPA

E

RIAPERTURA D'ASSOCIAZIONE

della nuova

ENCICLOPEDIA POPOLARE ITALIANA

QUINTA EDIZIONE

e del

SUPPLEMENTO PERENNE

alla medesima

Presso tutti i Librai principali d'Italia si può ricevere il programma per prender conoscenza del modo di pubblicazione e di distribuzione, e a chiunque ne faccia domanda affrancata diretta alla Società editrice sarà da questa spedito franco *sotto fascia per la posta.*

GLI EDITORI

avendo esaurito tutti gli esemplari di quest'opera importante, e vedendosi continuare numerose le domande, hanno deciso di ristampare i fascicoli già pubblicati, e di aumentare il tiraggio di quelli a pubblicarsi sia pel testo che per le tavole, regolando la distribuzione in modo che gli associati a questa ristampa avranno l'opera completa fra cinque anni, come si è spiegato nel suddetto programma. 1732

SOCIETA' ANONIMA

DEI CONSUMATORI

DI GAZ-LUCE

Il Consiglio d'Amministrazione, ad instanza dei 3 decimi dei sostrittori alle Azioni della Società, convoca l'Assemblea generale straordinaria per il giorno 26 corrente maggio, alle ore 2 pomeridiane, nel Teatro Vittorio Emanuele.

Ordine del giorno.

1. Resoconto del Consiglio d'Amministrazione sopra tutto quanto venne finora operato, e sullo stato presente della Società sotto ogni rapporto;

2. Nomina dei Consiglieri d'Amministrazione scadenti, a termini dell'articolo 25 (2.o alinea), degli Statuti sociali.

I Soci devono a termini dell'art. 18 degli Statuti sociali, e ventiquattro ore almeno prima del 26 maggio, munirsi di un NUOVO SCONTRINO che loro verrà rilasciato negli uffici della Società a partire dal 15 corrente onde col medesimo aver adito alla sala dell'Assemblea; *epperciò il tempo utile scade con tutto il 24 corrente.*

Torino, 11 maggio 1863. 1835

N. BIANCO E COMP.

1770 BANCHIERI,

Torino, via S. Tommaso, num. 16,

vendono i *vaglia* delle Obbligazioni dello Stato (creazione 1850), per concorrere nell'estrazione del 30 maggio, a L. 15 caduno.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il sig. E. Smith, dottore in medicina della Facoltà di Londra, dietro permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato della Università di Torino, per lo smercio dell'Estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne stabilì un solo ed unico deposito nella Regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

In detta farmacia si tiene pure il deposito della Scorodina ridotta in pillole per la gotta ed il reumatismo, dello stesso dottore Smith 882

MICCIE DA MINA

L. FERRERO E C.

La rinomata casa BICKFORD, DAVEY, CHANU e COMP. di Rouen, fabbricanti di *Miccie da mina* ed articoli relativi, premiata a tutte le esposizioni d'Europa, ha nominata sua unica rappresentante per tutta l'Italia, la ditta **L. FERRERO e C.**, proprietaria dei magazzeni di ferramenta e chincaglieria, via Oporto, n. 8, e Gioberti, num. 2, in Torino.

Li signori proprietarii di mine, ingegneri, imprenditori di opere pubbliche, ecc., sono invitati di rivolgere alla stessa ditta L. Ferrero e Compagnia le loro commissioni che saranno eseguite colla massima esattezza e sollecitudine. 885

1758 **DA AFFITTARE**

Tre CAMERE ad uso ufficio o negozio, al 1.o piano, con vista in via Doragrossa, n. 7.

1820

MINISTERO DELLA MARINA

S'invitano coloro che desiderassero di concorrere per la provvista dei materiali qui sotto indicati, destinati ai lavori che si eseguiscono d'uffizio pell'arsenale marittimo di Spezia, di presentare le loro offerte al Ministero della Marina, non più tardi del giorno 31 del corr. mese di maggio.

Le provviste sono le seguenti:

1. — 700 tonnellate di ROTAIE del peso di 30 a 33 chilogr. al metro lineare, con gli occorrenti eclissi, chiodi e perni, secondo il sistema americano;

2. — 10000 TRAVERSINE di rovere, o cerro, oppure di legno injettato, delle dimensioni stabilite per le ferrovie dello Stato;

3. — 300 VAGONI di servizio, di cui 200 da terra della portata di 5 tonnellate circa, e 100 pel trasporto di grossi massi, della portata di circa otto tonnellate. Le ruote saranno di ferro battuto, delle forme usuali, l'intelaiatura di quercia, e le casse di pino o di abete;

4. — Due *Locomotive tender* della forma ordinaria di quelle di servizio pei trasporti di terra.

La bontà e resistenza di quei materiali sarà constatata mediante le prove cui vengono sottoposti nell'accettazione quelli delle ferrovie dello Stato.

Oltre alla buona qualità del materiale, ed alla modicità di prezzo, sarà condizione essenzialissima per l'accettazione la celerità della fornitura, la quale dovrà farsi franca di porto a Spezia.

Ciascuna offerta dovrà pertanto contenere l'indicazione del tempo necessario alla provvista, e fissare una multa per ogni settimana di ritardo. Si annoteranno parimenti le dimensioni ed i pesi dei vari oggetti, e la forza delle macchine. Per i vagoni e le locomotive si dovrà di più unire un disegno spiegativo con tutte quelle indicazioni che sono indispensabili per darne un concetto preciso.

Le offerte potranno essere limitate ad una parte solamente di quelle forniture. L'articolo di provvista dei vagoni potrà anche limitarsi alla sola fornitura dei ferramenti.

Si riserva poi l'Amministrazione della Marina di accettare quella offerta che sarà giudicata conveniente, oppure di aprire un incanto se ciò sarà stimato più opportuno, trattandosi di provviste che si fanno in via d'ufficio a termine dell'art. 38 del capitolato dell'impresa dello Arsenale.

Torino, 18 maggio 1863.

Per detto Ministero
Il Direttore capo della Divisione Contratti
AYMAR.

AVVISO

Il signor Stefano Degioannini, dimorante in Torino, via Borgo Nuovo, num. 54, casa Novi, piano primo, già negoziante in tulli e pizzi all'ingrosso, in via Nuova, num. 1, essendosi ritirato dal commercio, notifica per ogni effetto che di ragione ai suoi corrispondenti, che egli non riconoscerà per l'avvenire alcun contratto, che venga da qualsiasi persona stipulato a suo nome o per suo conto; come pure non riconoscerà per valido il pagamento di qualunque somma a lui dovuta che non venga fatta a sue mani direttamente.

Torino, 8 maggio 1863.

1631 Degioannini Stefano.

MARX

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Previene che per il giorno 24 corrente gli arriverà un trasporto di num. 20 Cavalli inglesi. 1799

DA VENDERE PRESSO CHIERI

VILLEGGIATURA signorile con cappella aderente, giardino, orto, frutteto, ecc, con tenimento di ett. circa 17.

Rivolgersi alla villeggiatura stessa all'agente Matteo Goria oppure al medesimo in Torino, via Oporto, 13. 1589

VENDITA DI STABILI

posti sul territorio di Meana,

1814 *Mandamento di Susa*

Alle ore 10 antimeridiane delli 9 giugno p. v., in Susa, casa propria dell'Ospedale di Carità posta in vicinanza della stazione della strada ferrata, si procederà nanti la Congregazione di Carità di Susa amministratrice dello stesso Ospedale, e col ministero del sottoscritto, all'incanto e successivo deliberamento della vendita in 6 lotti a favore dell'ultimo migliore offerente all'estinzione naturale della fiamma della candela vergine del tenimento che il predetto Ospedale possiede in territorio di Meana, reg. dell'Armona, composto di campo a filari.

L'asta si aprirà pel primo lotto sul prezzo di L. 906 »
pel secondo » 1263 »
pel terzo » 1272 80
pel quarto » 1205 90
pel quinto » 1851 25
e pel sesto » 650 »

E mediante l'osservanza dei patti e condizioni inserti in deliberazione delli 14 aprile 1863, di cui chiunque potrà avere visione nell'ufficio del sottoscritto in Susa, via dei Mercanti, casa Bondesio.

Susa, 18 maggio 1863.

Per la Congreg. di Carità di Susa
Silvino Sertour not. coll. e segr.

1831 CITAZIONE

Con atto dell'usciere Agostino Scaravelli in data 13 maggio 1863, venne, a senso dell'art. 62 del codice di procedura civile, notificato alla ditta Rossigneux e Comp. corrente in Autun (Francia), l'atto d'appello introdotto da Giuseppe Pepino dimorante in Torino dalla sentenza del tribunale di commercio di questa città in data 28 marzo ultimo scorso, con citazione della stessa ditta Rossigneux e Compagnia a comparire in via sommaria semplice nanti la Corte d'appello di Torino fra il termine di giorni 60, per la riparazione di detta sentenza.

Torino, 14 maggio 1863.

I. Busela sost. Barruero p. c.

1809 NOTIFICANZA

Per gli effetti previsti dall'art. 61 del codice di procedura civile, si rende di pubblica notizia che con atto d'usciere delli 18 corrente mese, sull'instanza del signor Michele Mussa negoziante residente in questa città, venne citato il signor Ferdinando Hustel residente a Vienna, a comparire nanti l'eccell.ma Corte d'appello in Torino sedente, allo scopo di ottenere riparata la sentenza del tribunale di commercio di questa città delli 21 aprile ultimo scorso, entro il termine di giorni 60 in via di procedimento sommario semplice.

Torino, 18 maggio 1863.

Rebuffatti sost. Mussa.

1738 INCANTO

Con sentenza contumaciale del tribunale del circondario di Torino in data 30 marzo ultimo scorso, venne ad instanza del signor Bertolo Costanzo Filiberto residente in Tolone, fissata l'udienza delli 12 giugno prossimo venturo, per l'incanto dei beni, proprii di Luigi Gallino, residente in Rivoli, situati nel territorio di Rivoli, distinti in 3 lotti, cioè:

1. Corpo di casa civile e rustico, cantone Chioso del Signore, al prezzo di L. 50.
2. Alteno, regione Bertinotto, per L. 250.
3. Campo, regione Possetto, per L. 580.

Ed alle condizioni di cui nel relativo bando venale in data 12 maggio corrente.

Torino, 14 maggio 1863.

Ramelli sost. Migliassi.

1821 INCANTO

Alle ore 9 antimeridiane delli 30 corrente mese avrà luogo nello studio del notaio sottoscritto specialmente incaricato, l'incanto e successivo deliberamento degli stabili caduti nel fallimento di Giuseppe Cordero di Moncalieri.

Detti stabili si trovano situati sul territorio di Moncalieri, e si compongono di prati, campi, bosco e vigna, e sono esposti in vendita in 11 distinti lotti, al prezzo ed alle condizioni di cui in bando in data 15 corrente, visibile tutti i giorni nell'ufficio del sottoscritto, e in quello del causidico Antonino Pettinotti procuratore dei sindaci di detto fallimento, signori Martino Pietro e Giuseppe Marnetto.

Torino, 19 maggio 1863.

Domenico Signoretti not.

1779 TRASCRIZIONE.

Con atto 12 maggio 1839, rogato Vallauri, il Giacomo Gastaldi fu Luca di Chiusa, vendè a Bartolomeo Alberto fu Antonio delle fini di detto luogo, per L. 400 quattro pezze prato e castagneto site sulle fini di Chiusa, regione Gottasecca, la prima di are 38, in coerenza di Tommaso Dalmasso a tutti i lati; la seconda d'are 38, coerenti Borgna Giovanni Antonio e Gastaldo Bartolomeo; la terza d'are 19, coerenti Ferrero Andrea, Grosso Innocenzo, Mauro Pietro Antonio e Dalmasso Tommaso; la quarta d'are 19, coerenti Ferrero Andrea, Ellena Giorgio, Sebastiano Botasso. Questo contratto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Cuneo il 13 maggio 1863.

Chiusa, 14 maggio 1863.

Luigi Darbesio not. coll.

1819 SUNTO DI CITAZIONE.

Gianotti Domenico e Stefano fratelli, ed altri Giuseppe Stefano, Domenico, Silvino, Catterina e Maria Domenica fratelli e sorelle Gianotti di coloro nipoti, residenti a Torino, quali eredi testamentarii del loro rispettivo zio e prozio Antonio Gianotti, ammessi al beneficio dei poveri, creditori verso Vincenzo Fazio già domiciliato a Torino, ed ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, della somma di L. 4438 18, di cui a sentenza del tribunale di circondario di Torino in data 20 marzo 1844, all'appoggio dell'articolo 1257 del codice civile, chiamarono avanti il tribunale di circondario di Mondovì li Roberi Gio. Batt., Roberi Filippo, Roberi Pietro ed Antonio, onde rappresentino a detto loro debitore e per questo ad essi la quota di credità pertoccantegli sulla successione di Maria Domenica Garbarino e Nicola coniugi Roberi, non che Domenica Fazio ed Antonio coniugi Sappa, onde conseguino l'eredità di Innocenzo Fazio padre del Vincenzo, da essi raccolta, e ne venga quindi a questo assegnata la sua porzione, e con atto di citazione pubblicato li 16 corrente maggio alla porta del ripetuto tribunale di circondario di Mondovì, e consegnato per copia lo stesso giorno all'ufficio del procuratore del Re presso il tribunale medesimo, venne il detto assente Fazio Vincenzo citato ad intervenire in quella causa onde assistere alla liquidazione dei detti suoi averi, ed alla successiva aggiudicazione a favore degli attori.

Mondovì, 18 maggio 1863.

Bellone p. c.

SOCIETÀ ITALIANA DI MUTUO SOCCORSO

CONTRO

I DANNI DELLA GRANDINE

residente in MILANO

Con Reale Decreto 24 aprile 1863, vennero sopra proposta del Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio, approvate le deliberazioni prese dalle Assemblee della Società del 30 ottobre 1861, 29 dicembre 1862, e 18 marzo 1863, colle quali furono modificati secondo le formole che qui sotto si trascrivono gli art. 2, 6, 8, 20, 21, 22, 83, 84 e 85 dello statuto sociale.

La sottoscritta Direzione nel pubblicare tanto le riforme deliberate, quanto la Governativa loro approvazione, non può a meno di osservare che nelle deliberazioni che si enunciano, si comprendono riforme *importantissime* per la Società. Fra queste si rimarcano in ispecial modo:

1. Quella all'articolo 6 con cui vennero abolite le categorie dei fondi le quali ponendo una non giustificata differenza di premio fra i diversi territorii d'una stessa provincia, creavano gravissimi imbarazzi all'Amministrazione, ed erano causa di arenamento di operazioni;

2. Quella all'articolo 21 colla quale venne regolato l'uso dei sociali avanzi, in modo che la Società avesse un patrimonio proprio (fondo di riserva) per tener testa alle più straordinarie eventualità, ed ai Soci fosse assicurata una partecipazione sugli utili (fondo di previdenza) che la Società avesse a possedere all'epoca in cui i Soci stessi cessano dall'associazione.

E siccome il credito ed i buoni risultati d'ogni Società, si fondano in ispecie sulla bontà delle leggi che le regolano, così è grato il poter constatare, come la rappresentanza di questa Società facendo tesoro dell'esperienza, abbia saputo trarre da essa partito, per introdurre nel proprio statuto savie ed utili riforme. Per tal modo perfezionandosi da una parte la legge statutaria, dall'altra migliorando e semplificandosi sempre più l'interno organismo della Società, si poterono ottenere i prosperi risultati ch'essa ha presentato negli ultimi anni, e si potè consolidare il di lei credito, che è causa precipua dell'estensione e dell'incremento vastissimo ch'essa va ogni dì vieppiù prendendo tanto nella Lombardia, e nel Piemonte, quanto nelle provincie dell'Italia del Centro.

Art. 2. — Sono tolte le parole: *Essa ha la sua residenza* sino al fine, e sostituite invece le seguenti: « Essa ha la sua residenza in Milano. Il suo foro è stabilito per le provincie di Lombardia e per quella di Novara in Milano, per la Toscana in Firenze, per il Piemonte in Torino, per il Genovesato in Genova, e per le altre provincie nel luogo di residenza delle rispettive Prefetture. »

Art. 6. — Fu modificato come segue: « I raccolti che dalla Società si assicurano, avuto riguardo al loro rischio diverso, si dividono in varie classi portanti ciascuna un premio speciale, come apparirà dalla tariffa che annualmente sarà stabilita nei termini dell'art. 8. »

Art. 8. — Fu modificato come segue: « La tariffa sarà ogni anno formata sulla base dei danni probabili dei vari prodotti, col mezzo di una Commissione composta d'un membro di ogni provincia eletto dai Soci delegati della Provincia medesima, la quale delibererà a maggioranza di voti coll'Amministratore e colla Direzione della Società. »

Art. 20. — Fu modificato come segue: « Qualora contro ogni probabilità ed in seguito a straordinarie grandini, i premi raccolti fossero insufficienti a far fronte ai danni ed alle spese, si supplirà all'ammanco coll'erogazione proporzionale del fondo di previdenza, ed indi di quello di riserva, di cui all'art. 21. Nel caso poi, che tanto i premi, come i fondi sociali esistenti non si trovassero sufficienti per indennizzare dell'intero danno tutti gli Associati che lo soffersero, si farà il riparto dell'ammanco fra i danneggiati in proporzione del rispettivo danno sofferto, ferma del resto la facoltà nell'Assemblea generale dei Soci di deliberare sulle misure da adottarsi come all'art. 85. »

Art. 21. — Fu così modificato: « Per allontanare sempre più la possibilità di ridurre i compensi dovuti ai danneggiati, si comprenderà nella tariffa quanto occorre per far fronte ai danni ed alle spese probabili dei varii esercizi senza il bisogno di una seconda esigenza.

Dagli avanzi sociali esistenti col 1 gennaio 1863, si preleveranno lire 500 mila, che a termini del R. Decreto 14 maggio 1860, formeranno il *fondo di riserva.*

Questo fondo di riserva sarà un patrimonio della Società e non potrà intaccarsi che per pagamento di straordinarii sinistri quando fosse esaurita ogni altra attività, e intaccato sarà rientegrato coi primi successivi avanzi.

Il resto degli avanzi costituirà il fondo di previdenza, che servirà prima del fondo di riserva al pagamento dei danni straordinarii, quando i premi incassati non bastino. Questo fondo di previdenza sarà restituito in proporzione della somma che residuerà dopo i fatti pagamenti, e sulla base dei premi pagati a quei Soci che a termini dello statuto avranno cessato dal loro contratto nell'aprile successivo all'epoca in cui l'Assemblea avrà approvato ed avuto per chiuso i bilanci.

Qualora poi il fondo di previdenza giungesse a tale importo che, a dettame dell'Amministrazione eccedesse le occorrenze sociali, in tal caso l'Assemblea, dietro proposta del Consiglio di Amministrazione, allo scopo di mettere sempre più in relazione le garanzie cogli impegni sociali, delibererà di aumentare il *fondo di riserva* e determinerà l'ammontare del *fondo di previdenza*, e la restituzione ai Soci dell'eccedente in proporzione dei premi in quell'anno pagati. »

Art. 22. — Fu così modificato: « Ogni Socio che entri a far parte della Società con una nuova assicurazione, pagherà, unitamente al premio che sarà misurato nel primo anno della sua associazione, anche la tassa per godimento del fondo di riserva e di previdenza, di cui all'art. 21. Questa tassa sarà ogni anno fissata dalla Ragioneria d'ufficio in misura percentuale, risultante dalla proporzione tra gli avanzi sociali esistenti all'epoca della nuova associazione, e gli incassi complessivi ottenuti nel precedente novennio, oppure fino a quando non esiste novennio sociale, ottenuti negli anni di vita della Società. Qualora poi durante la sua associazione, il Socio per qualsiasi titolo aumentasse la sua assicurazione oltre il 30 p. 0[0 del valore assicurato al suo ingresso in Società, pagherà la tassa di cui sopra proporzionalmente all'aumento dell'assicurazione.

Il socio poi che, scaduta la sua assicurazione, rientrerà nel successivo anno in Società, pagherà solamente la tassa per godimento al fondo di previdenza esistente, nella misura e nei modi di cui sopra. »

Art. 83. — Viene pure modificato come segue: « Le contestazioni che sotto qualsiasi rapporto insorgessero fra la Società ed i Soci, saranno deferite ai tribunali ordinarii. »

Art. 84. — Alle parole *pro rata*, è sostituita la formola: *sulla base dei premj pagati.*

Art. 85. — Invece di *tanto il fondo di garanzia che il fondo di riserva*, va scritto: *tanto i premj incassati che gli avanzi sociali.*

In seguito poi a Decreto Reale 16 maggio 1861, l'*articolo* 86 viene modificato come segue:

« La Società è posta sotto la più immediata sorveglianza del Governo, il quale destinerà presso di essa un suo Commissario.

« Per le spese di simile sorveglianza la Società verserà annualmente nelle casse dello Stato la somma di L. 3000.

« Il Commissario Governativo interverrà così alle Assemblee generali come alle adunanze del Consiglio di Amministrazione, ed avrà in ogni tempo facoltà di visitare gli atti ed i registri della Società, al quale effetto la Direzione dovrà somministrare tutti gli schiarimenti e le spiegazioni che le verranno richieste.

« Le osservazioni e le istanze che siano fatte nel Consiglio e nelle Assemblee generali dal Commissario Governativo devono essere inserte nei verbali delle sedute.

« Il Regio Commissario potrà far convocare straordinariamente il Consiglio d'Amministrazione e l'Assemblea generale dei Soci. »

Milano, 12 maggio 1863.

Il Direttore CARDANI — *Il Segretario* MASSARA.

1764

Farmacia DEPANIS — **DEPURATIVO DEL SANGUE** — *Via Nuova, Torino*

Coll' essenza di Salsapariglia concentrata a vapore

1005 **col JODURO di POTASSIO o senza**

superiore a tutti i depurativi finora conosciuti

Questa sostanza semplice, vegetale, conosciutissima, e preparata colla maggior cura possibile, guarisce radicalmente e senza mercurio le affezioni della pelle, le erpeti, le scrofole, gli effetti della rogna, le ulceri, ecc., come pure gl'incomodi provenienti dal parto, dall'età critica e dall'acrità ereditaria degli umori, ed in tutti quei casi in cui il sangue è viziato o guasto.

Come depurativo è efficacissimo, ed è raccomandato nelle malattie della vescica, nei restringimenti e debolezza degli organi cagionati dall'abuso delle iniezioni, nelle perdite uterine, fiori bianchi, cancri, gotta, reuma, catarro cronico.

Come antivenerea, l'ESSENZA di SALSAPARIGLIA JODURATA è prescritta da tutti i medici nelle malattie veneree antiche e ribelli a tutti i rimedii già conosciuti poichè neutralizza il *virus* venereo e toglie ogni residuo contagioso.

Ogni uomo prudente, per quanto leggermente sia stato affetto dalle suddette malattie, od altre consimili, deve fare una cura depurativa almeno di 2 bottiglie. L'esperienza di varii anni ed i moltissimi attestati confermano sempre più la virtù di questo portentoso depurativo, che a buon diritto puossi chiamare il rigeneratore del sangue.

Prezzo della bottiglia coll'istruzione L. 10, mezza bottiglia L. 6.

Si vende solo in Torino nella farm. *DEPANIS*, via Nuova, vicino a Piazza Castello.

Torino — Tip. G. Favale e Comp.